



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

climat

Question au Gouvernement n° 3429

Texte de la question

SOMMET FRANCE-OCÉANIE

Mme la présidente. La parole est à M. Philippe Gomes, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Philippe Gomes. Ma question s'adresse à M. le ministre des affaires étrangères.

Le 26 novembre dernier s'est tenu à l'Élysée, sous la présidence de M. François Hollande, Président de la République, le quatrième sommet France-Océanie. Après six années d'interruption, ce sommet a permis de renouer les fils d'un dialogue interrompu entre la France et l'Océanie, à un moment où les puissances régionales s'investissent de plus en plus massivement dans cette région afin d'accroître leur influence, et alors que la France a une voix à porter dans cette région. Elle y a une histoire, elle y a trois de ses territoires et 700 000 de ses ressortissants. Il était donc nécessaire que ce dialogue soit renoué.

Le sommet a également été l'occasion d'apporter un éclairage particulier sur les effets dévastateurs du changement climatique dans les États d'Océanie. Cette région a une double particularité : elle est au dernier rang des pollueurs de la planète, ses émissions de gaz à effet de serre ne représentant que 0,03 % des émissions mondiales et, en même temps, au premier rang des puits de carbone de la planète grâce à ses océans.

C'est pour cette raison que, lors du sommet France-Océanie, les États de cette région ont demandé à la France de porter sa parole à l'occasion de la COP21 sur deux sujets particuliers. La limite des deux degrés, tout d'abord, demeure trop élevée : les effets du changement climatique s'aggraveront dans la région si la barre maximum n'est pas fixée à un degré et demi. A ensuite été évoquée la place des océans dans la COP21, dont ils semblent être le parent pauvre.

Ma question est donc double : l'objectif d'un degré et demi est-il susceptible d'être atteint ? Les océans auront-ils la place qu'ils méritent dans les discussions ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et sur plusieurs bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

Mme la présidente. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger.

M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger. Monsieur le député Philippe Gomes, je vous demande de bien vouloir excuser M. Fabius, le ministre des affaires étrangères, et Mme Girardin, la secrétaire d'État chargée du développement et de la francophonie, tous deux retenus à la COP21, sujet majeur que vous évoquez dans votre question.

Comme vous l'avez rappelé, le 26 novembre dernier s'est ouvert à l'Élysée le quatrième sommet France-Océanie, qui n'avait pas été convoqué depuis 2009. Il s'est tenu en présence du Président de la République française et de tous les chefs d'État et de Gouvernement de Mélanésie, Polynésie et Micronésie ainsi que de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Le Président de la République l'a rappelé à cette occasion : la France est pleinement un pays du Pacifique. Nous partageons, grâce à la Nouvelle-Calédonie, dont vous êtes l'un des représentants, grâce à la Polynésie française et à Wallis-et-Futuna, la vie et le destin de la grande famille océanienne.

La COP21 est un sommet majeur pour l'avenir de la planète ; le Premier ministre le rappelait encore à l'instant. Les enjeux du dérèglement climatique nous concernent tous et nous considérons qu'un accord à Paris contraignant, exigeant et opposable à tous est à portée de main. Les négociations sont en cours à ce sujet. L'objectif est effectivement de limiter le réchauffement climatique à un degré et demi...

M. Philippe Gomes. Très bien !

M. Matthias Fekl, secrétaire d'État. ...ou deux degrés au maximum par rapport à l'ère préindustrielle.

Mme Maina Sage et M. Bertrand Pancher. Très bien !

M. Matthias Fekl, secrétaire d'État. Le sommet France-Océanie nous a permis de recueillir les positions des pays d'Océanie avant la Conférence sur le climat et Laurent Fabius, en tant que président de la Conférence, est en relation étroite avec l'ensemble de leurs négociateurs au Bourget.

Ce sommet a également été l'occasion pour le Président de la République française de rappeler le soutien de la France à la demande de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française d'obtenir le statut de membre plein au sein du Forum des îles du Pacifique. Je vous remercie de cette question qui portait sur deux sujets fondamentaux, monsieur le député. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Gomes](#)

Circonscription : Nouvelle-Calédonie (2^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3429

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : Commerce extérieur, tourisme et Français de l'étranger

Ministère attributaire : Commerce extérieur, tourisme et Français de l'étranger

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 décembre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 décembre 2015](#)